**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Consultation nationale : Recrutement d’un expert (e ) en communication** **pour l’élaboration et le suivi de la mise en oeuvre d'un plan stratégique de Communication pour le Changement Social et Comportemental (SBC) sur la lutte contre la violence faites aux enfants**  | **Funding Code**SC220566 | **Type of engagement**[x]  Consultant [ ]  Individual Contractor Part-Time\*[ ]  Individual Contractor Full-Time \* | **Duty Station:**Tunisie |
| **Purpose of Activity/Assignment:** Recrutement d’un consultant national pour concevoir et mettre en œuvre un plan de formation destiné à prévenir la violence envers les enfants. L'objectif est de renforcer les compétences des acteurs concernés afin d'optimiser les activités de communication pour le changement de comportement (SBC) en faveur de la discipline et de la parentalité positives auprès des familles et des enfants.Les résultats attendus de la consultation sont :1. Développement et mise en œuvre d'un plan d’intervention SBC détaillé et opérationnel sur la base des déterminants socioculturels révélés par les études, y compris celle menée dans les sept gouvernorats ciblés.
2. Élaboration et mise en œuvre d'un plan de formation pour lutter contre la violence faite aux enfants, destiné aux acteurs institutionnels, à la société civile et aux médias, avec des outils d'intervention adaptés pour promouvoir des alternatives parentales positives.
3. Réalisation, suivi et évaluation des actions SBC dans les régions prioritaires.
4. Conception, adaptation et diffusion de supports d’information et d’orientation pour les parents et les enfants, leur fournissant des compétences pour des alternatives à la discipline violente.
5. Sensibiliser une masse critique d'intervenants dans les 7 régions ciblées, pour défendre les droits de l'enfant et promouvoir une culture de non-violence basée sur le dialogue, la tolérance et la dignité, contribuant ainsi à un environnement protecteur pour les enfants.
6. Implication active des parents et des enfants dans la conception et la mise en œuvre du plan SBC, les faisant participer en tant qu'acteurs de changement dans la prévention de la violence et la promotion des alternatives éducatives non violentes.

Ensemble, ces résultats contribueront à créer un environnement plus sûr et bienveillant pour les enfants en Tunisie, notamment dans les régions prioritaires.  |
| **Scope of Work :**« La violence contre les enfants est une violation de leurs droits humains. Les répercussions de la violence à court et à long terme sont souvent graves et préjudiciables. Les blessures physiques, affectives et psychologiques causées par des actes de violence peuvent avoir de graves conséquences sur le développement d'un enfant, sa santé et sa capacité d'apprentissage. La violence n’est pas inévitable. Elle ne devrait jamais être banalisée et rien ne devrait jamais la justifier, quelle qu’elle soit. Nous pouvons et devons la prévenir ». C’est l’un des messages clé de l’étude des Nations unies sur la violence à l’encontre des enfants (2006) qui a permis de mettre en lumière un phénomène mondial qui touche tous les enfants, dans toutes les couches sociales et dans tous les pays. Cette même étude, qui demeure l’une des références importantes à ce jour, a souligné que « les mesures prises [pour lutter contre la violence commise à l’encontre des enfants] sont souvent des réactions qui mettent l’accent sur ses symptômes et ses conséquences et non sur ses causes. Les stratégies tendent à être fragmentées au lieu d’être intégrées et les ressources allouées aux mesures nécessaires sont insuffisantes ». La Tunisie n’est pas épargnée par ce phénomène. Malgré les efforts déployés pour réduire le taux de violence faite aux enfants en milieu familial, les données révélées par l’enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) réalisée en 2023 et publiée en février 2024 demeurent préoccupantes. Elle a démontré que 8 enfants sur 10 subissent une discipline violente sous forme de châtiments corporels ou d’agression psychologique par ceux qui sont censés leur fournir protection et soins. Ce taux n’a pas significativement diminué depuis deux décennies (80,9% en 2023, 88% en 2018) et 93% en 2013) ce qui souligne l’ancrage de la discipline violente dans les normes sociales et culturelles encore tolérantes vis-à-vis des pratiques violentes contre les enfants au sein de leurs familles, un environnement qui est censé être le plus protecteur pour l’enfant. Selon une autre étude réalisée en 2023 par le Ministère de la Famille, Femme, Enfants et Séniors avec l’appui d’UNICEF, portant sur les pratiques disciplinaires des enfants en Tunisie, 86,2% des Tunisiens déclarent avoir été victimes et/ou témoins de pratiques disciplinaires violentes : 83,8% des violences psychologiques et 81% des violences physiques. La punition est perçue comme un « droit pour les parents : 64,6% des Tunisiens pensent qu’un parent a le droit de punir ses enfants à travers des pratiques violentes. Les punitions les plus appropriées selon les parents sont : La privation de moyens de loisir (83,6%), la privation d’argent de poche (67%), les cris (63,5%), les fessées à mains nues (61,2%) ou encore la menace de priver les enfants de leurs loisirs (60%). La majorité des parents sont conscients que les punitions ont des effets néfastes sur les enfants : 85% des répondants pensent que la punition physique peut avoir des effets négatifs sur l’éducation de l’enfant. Au contraire, 13% d’entre eux pensent que les punitions peuvent avoir des effets bénéfiques sur l’enfant.La même étude montre que la majorité des Tunisiens (86% des répondants) pensent que la punition psychologique peut avoir des effets négatifs sur l’éducation de l’enfant. En revanche, 14% pensent que les punitions peuvent avoir des effets bénéfiques sur l’enfant. L’étude a également révélé une faible connaissance des structures de protection de l’enfance : seulement 31% des répondants déclarent connaitre un service (public ou privé) vers lequel ils peuvent se tourner si un enfant est victime ou témoin de violence. Il s’agit principalement du délégué à la protection de l’enfance (86,7%). Selon une étude de 2020 sur les Connaissances, les Attitudes et les Pratiques des parents liées à la petite enfance, 58% des parents expriment le besoin d’être accompagnés pour développer et ou renforcer leurs compétences en matière de pratiques parentales positives. C’est ainsi que la SBC joue un rôle important dans la promotion du changement de comportement souhaité tant au niveau individuel que social en proposant des alternatives éducatives positives émanant des communautés et basées sur les normes et les croyances sociales avec des mécanismes de soutien pour maintenir le changement escompté dans le temps. De plus, cette approche favorise l’implication et l’engagement de la communauté ainsi que l’amplification des voix et des bonnes pratiques susceptibles d’élargir l’impact des interventions menées.Dans ses observations finales concernant le rapport de la Tunisie valant quatrième à sixième rapports périodiques de 2021[[1]](#footnote-2), le Comité des Droits de l’enfant des Nations Unies a recommandé à la Tunisie « (i) D’élaborer une stratégie globale visant à prévenir et combattre toutes les formes de violence à l’égard des enfants, y compris la violence intrafamiliale, la négligence et les abus sexuels, et de mener des programmes de sensibilisation et d’éducation, avec la participation des enfants ; (ii) De promouvoir des programmes à assise communautaire et familiale visant à prévenir et à combattre la violence et la négligence à l’égard des enfants».  A cet effet et compte tenu de l’ampleur persistante du phénomène de la violence, l’UNICEF s’est engagé, dans le cadre du Programme Pays 2021-2025 entre l'UNICEF et le Gouvernement Tunisien, à soutenir la mise en place d’une stratégie de communication pour le changement social et comportemental pour la lutte contre la violence faite aux enfants.La stratégie comporte le renforcement des capacités nationales en matière de prévention de la violence contre les enfants et la mise en œuvre d’un plan d’intervention de changement de comportement auprès des acteurs, des familles et des enfants pour la promotion de la discipline positive. Afin de favoriser un changement significatif dans les normes sociales et les comportements préjudiciables liés à la violence à l'encontre des enfants, un travail de fond est nécessaire au regard des indicateurs qui restent alarmants au fil des années malgré les efforts déployés.À cet effet, l’UNICEF souhaite recruter un expert national pour concevoir et mettre en œuvre un plan de formation visant à prévenir la violence à l'égard des enfants. L'objectif est de renforcer les capacités des acteurs concernés afin d'optimiser les activités SBC (Social and Behavior Change) en faveur de la discipline et de la parentalité positives.Les interventions prévues sont :**État des lieux** : Analyse des déterminants comportementaux, des groupes de participants, et des influences socioculturelles.**Plan d’intervention complet** : Développement d’un plan intégrant le renforcement des capacités et la mise en œuvre pratique, incluant une composante de communication de masse et de proximité au niveau national et communautaire, en particulier dans les 7 zones ciblées (Kairouan, Kasserine, Sidi Bouzid, Jendouba, Seliana, Medenine, Tunis). Ce plan sera basé sur une analyse qualitative du contexte socioculturel réalisée par un expert en socio/anthropologie.**Plan de formation** : Élaboration et mise en œuvre d’un plan de formation avec des outils adaptés aux différents profils des intervenants.**Application des méthodes SBC** : Utilisation des approches SBC pour prévenir la violence à l’égard des enfants.**125 des actions SBC** : Développement et suivi de la mise en œuvre des actions SBC basées sur le contenu et les outils développés.**Supports SBC** : Élaboration et adaptation de supports pour les parents et les enfants, axés sur la prévention de la violence et la promotion des pratiques parentales positives et des formes de discipline non violente.Ces interventions visent à créer un environnement plus sûr et bienveillant pour les enfants, en particulier dans les régions prioritaires de Tunisie.  |
|  |
| **Child Safeguarding** Is this project/assignment considered as “[Elevated Risk Role](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Guidance%20on%20Identifying%20Elevated%20Risk%20Roles_finalversion.pdf?CT=1590792470221&OR=ItemsView)” from a child safeguarding perspective?        [ ]    YES    [ ]    [x]  NO     If YES, check all that apply:                                                                                                                                                      **Direct contact role**[ ]   YES     [x]   NO  If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:

|  |
| --- |
|  |

 **Child data role**[ ]  YES     [x]   NO  If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):

|  |
| --- |
|  |

More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/SitePages/Amendments-to-the-Recruitment-Guidance.aspx) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Child%20Safeguarding%20FAQs%20and%20Updates%20Dec%202020.pdf)   |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Budget Year:** | **Requesting Section/Issuing Office:** | **Reasons why consultancy cannot be done by staff:** |
| 2024 | Child protection | *La mission nécessite une expertise spécifique et un engagement en plein temps avec des déplacements fréquents*  |
| **Included in Annual/Rolling Workplan***:* [x]  Yes [ ]  No, please justify: merci de confirmer |
| **Consultant sourcing:**[x]  National [ ]  International [ ]  Both**Competitive Selection:**[x]  Advertisement [ ]  [ ]  Roster **Single Source Selection** [ ]  (Emergency - Director’s approval) | **Request for:**[x]  New SSA – Individual Contract[ ]  Extension/ Amendment |
| **If Extension, Justification for extension:** |
| **Supervisor:** | **Start Date:** | **End Date:** |
|  | 01/07/2024 | 31/12/2024 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Work Assignments Overview | Deliverables/Outputs | Nombre de jours estimé pour finaliser le livrable | Timeline | Pourcentage de paiement |
| * Réunion/s de cadrage de la mission avec les équipes du MFFES, l’équipe UNICEF.
* Etude de la documentation mise à disposition
* Présentation pour avis d’une note méthodologique et d’un plan de travail détaillé.
 | * Un PV de la réunion
* Un rapport initial en français avec une note méthodologique, un chronogramme des activités
 | 5 jours | 1ère semaine de juillet | 10% |
| * Analyse des déterminants comportementaux, des groupes des participants et des orbites d’influences
* Analyse des besoins : Identifier les besoins de formation spécifiques de chaque groupe cible, notamment les enfants, les parents, et les intervenants sociaux (travailleurs sociaux, délégués à la protection de l’enfance, enseignants, psychologues, sociologues, éducateurs, professionnels de santé), en matière de communication pour le changement social et comportemental, de protection de l'enfance et de parentalité positive.
 | * Un rapport d’évaluation des facteurs qui influencent les comportements des différents groupes participants ainsi que les réseaux et les cercles sociaux dans lesquels ces participants vont interagir.
 | 15 jours | 2ème quinzaine de juillet |
| * Travailler en étroite collaboration avec le ou les consultants qui seront recrutés dans le cadre de cette mission (sociologue, boite de communication …) et assurer la coordination de la mission
 | * PV de réunions
 | 5 jours | Semaine 5 Aout  | 10% |
| * Développement d’un plan d’intervention SBC complet avec un volet de renforcement de capacités et un volet de mise en œuvre pratique des acquis y compris une composante de communication de masse/de proximité au niveau national et communautaire.
 | * Un plan d’intervention SBC est développé contenant une composante de renforcement de capacités et une composante de mise en œuvre du plan
 | 10 jours | Fin Aout |
| * Développement et mise en œuvre du manuel de formation et des outils adaptés y compris les outils adaptés aux différents profils des intervenants ;
* Intervenants sociaux : travailleurs sociaux, délégués à la protection de l’enfance, enseignants, psychologues, sociologues, éducateurs.
* Société civile et médias
* Structurer le contenu de formation en modules clairs et concis, en utilisant des supports visuels attrayants et des exemples concrets pour faciliter l'apprentissage.

  | * Un manuel de formation déclinés en 2 modules spécifiques au profit
* Des différents intervenants institutionnels, de la société civile et des médias avec les outils d’intervention adaptés est développé et déployé.

  | 30 jours | Fin septembre | 20% |
| * Les concepts et les approches SBC sont appliqués sur la prévention et la lutte contre la violence faite aux enfants lors des sessions de formations.
* Les différentes parties prenantes formées sont sensibilisées sur les différents supports développés dans le cadre de cette activité, suivies et évaluées dans les régions d’intervention prioritaires (Les visites d’accompagnement après formation sont nécessaires pour s’assurer de la bonne application des concepts et approches, de l’utilisation adéquate des outils et des messages et pour apporter si besoin des réponses aux difficultés rencontrées sur le terrain).

  | * Faciliter 10 sessions de formation, sur la base du contenu et des outils développés.
 | 25 jours | mois d’octobr | 20% |
| * Elaboration de documents de référence spécifiques (ex. des guides) pour chaque groupe de professionnels contenant des messages précis et adaptés et des conseils en communication afin de les aider à aborder le sujet de la violence avec les parents et leur proposer des alternative positives et non violentes
 | * 2 guides adaptés aux 2 groupes différentes catégories de professionnels (intervenants sociaux et SC et médias) déclinés en 2 jeux de fiches pratiques t, adaptées et faciles d’utilisation qui serviront de document de référence pour les intervenants et favoriseront l’adoption et l’appropriation de l’approche et des outils proposés lors des formations.
 | 15 jours  | 1ère quinzaine de novembre | 20% |
| * Elaboration/adaptation de supports SBC pour les parents et les enfants sur la violence selon une approche participative.
 | * Six supports d’information et d’orientation sur la parentalité positive et la culture non violente pour les parents et enfants sont conçus/adaptés et diffusés.
 | 10 jours | FIn novembre |
| * Evaluer l’impact des formations et des interventions SBC sur les différents intervenants ainsi que le public cible.
* Documenter, avec le reste de l’équipe, les différentes étapes de la mission et les interventions menées, l’état d’avancement et recueil de l’avis des bénéficiaires et des acteurs de mise en œuvre
 | * Un rapport d’évaluation des tendances de changement post intervention réalisé et partagé et présenté lors d’une réunion avec les différents ministères.
 | 5 jours | 1ère semaine de décembre  | 20% |
| * À la clôture de la mission, présenter un rapport contenant les leçons apprises, les bonnes pratiques et les recommandations pour le suivi, la durabilité et le passage à l’échelle de l'approche mise en œuvre dans les 7 régions.
 | * Rapport détaillé décrivant tout le processus
 | 5 jours | Fin Décembre |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Estimated Consultancy fee** |  |  |  |
| Travel International (if applicable) | NA |  |  |
| Travel Local (please include travel plan) | 21 visites  |  |  |
| DSA (if applicable) |  |  |  |
| **Total estimated consultancy costs[[2]](#endnote-2)** |  |  |  |
| **Minimum Qualifications required\*:** | **Knowledge/Expertise/Skills required \*:** |
| [x]  Bachelors [ ]  Masters [ ]  PhD [ ]  Other Enter DisciplinesUn diplôme universitaire en communication, sciences sociales ou sciences humaines ou équivalent | * Avoir au moins 5 ans d’expériences dans le développement de stratégie de communication et de plans d’action basés sur l’approche de la communication pour le changement social et comportemental et de l’engagement communautaire
* Avoir au moins 5 ans d’expériences dans la planification et le suivi des plans de formation y compris dans la facilitation d’atelier participatif et de renforcement de capacité en matière de SBC adaptée à la protection contre la violence
* Expérience prouvée dans la conception et la facilitation de formation notamment dans le domaine des techniques de communication en général et de la communication pour le changement social et comportemental en particulier selon une approche participative
* Disposer d’une bonne connaissance du contexte social et des problématiques liées au domaine de la protection de l’enfance notamment la violence faite aux enfants
* Avoir au moins une expérience avérée de travail dans le développement d’outils pédagogiques et de communication dans le domaine de l’enfance en général et de la protection en particulier.
* Expériences de consultations ou travaux similaires seraient un atout
* Parler et écrire couramment l’arabe et le français
 |
|  | \*Listed requirements will be used for technical evaluation in the competitive process |
| **Evaluation Criteria (This will be used for the** [**Selection Report**](https://unicef.sharepoint.com/%3Ax%3A/r/sites/DHR/_layouts/15/Doc.aspx?sourcedoc=%7B86E327DF-70C8-4D8F-AC97-D7616AC383E4%7D&file=Selection%20Report%20Template.xlsx&action=default&mobileredirect=true) **(for clarification see** [**Guidance)**](https://unicef.sharepoint.com/%3Aw%3A/r/sites/DHR/_layouts/15/Doc.aspx?sourcedoc=%7BB3E3517A-8BBF-4368-90FE-7DBCD31544EA%7D&file=Guidance%20on%20Completing%20the%20Selection%20Matrix%20for%20Consultants%20and%20Individual%20Contractors.docx&action=default&mobileredirect=true)1. **Technical Evaluation (e.g. maximum 75 Points**)
* Un diplôme universitaire en communication, sciences sociales ou sciences humaines ou équivalent **20 pts**
* Avoir au moins 10 ans d’expériences dans le développement de stratégie de communication et de plans d’action basés sur l’approche de la communication pour le changement social et comportemental et de l’engagement communautaire **20 pts**
* Avoir au moins 10 ans d’expériences dans la planification et le suivi des plans de formation y compris dans la facilitation d’atelier participatif et de renforcement de capacité en matière de SBC adaptée à la protection contre la violence **15 pts**
* Adéquation du planogramme et de la note méthodologique et des approches proposées aux termes de référence. **20 pts**

Merci de préciser si vous voulez ajouter d’autre critère à l’évaluation technique, tenant compte des critères mentionnés dessus. Merci de préciser le seuil de réussite sur est ce que 45/75 ? **Total évaluation technique : 75 points** B) Financial Proposal (e.g. maximum of 25 Points)**Total évaluation financière : 25 points** * L’offre financière doit inclure aussi les frais de déplacements et de communication de l’expert.

Le score final doit suivre le principe du « meilleur rapport qualité-prix », c’est-à-dire obtenir le résultat souhaité au tarif le plus bas possible.**Les candidats sont invités à stipuler des honoraires tout compris (all inclusif), y compris les frais de transport, séjour, administratifs, traductions, etc. Ainsi que les frais de déplacement dans les régions tenant compte que le nombre de jours de déplacement est estimé à raison de 35 visites.****Termes de paiement**: Le paiement des honoraires professionnels sera en TND et basé sur la soumission des livrables convenus. L’UNICEF se réserve le droit de retenir le paiement dans le cas où les livrables soumis ne sont pas à la hauteur des normes requises ou en cas de retard dans la soumission des livrables de la part du consultant. |
| **Administrative details:**Visa assistance required: [x]  NO[ ]  Home Based [ ] Office Based: merci de preciser |  **If office based,** seating arrangement identified: [ ] IT and Communication equipment required: [ ] Internet access required: [ ]  |
| **Request Authorised by Section Head** | **Request Verified by HR:** |
|  |  |
| *Approval of Chief of Operations (if Operations): Approval of Deputy Representative (if Programme)**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)*  |

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérées comme des « fonctionnaires » en vertu du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance maladie). Leurs conditions d'emploi seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services de consultants et d'entrepreneurs individuels. Les consultants et les entrepreneurs individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de toutes les taxes et/ou droits, conformément aux lois locales ou autres lois applicables.

Le candidat sélectionné est seul responsable de s'assurer que le visa (applicable) et l'assurance maladie requis pour exécuter les tâches du contrat sont valides pour toute la durée du contrat. Les candidats sélectionnés sont soumis à la confirmation de leur statut de vaccination complète contre le SARS-CoV-2 (Covid-19) avec un vaccin approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui doit être satisfaite avant d'accepter la mission. Elle ne s'applique pas aux consultants qui travailleront à distance et qui ne sont pas censés travailler ou visiter les locaux de l'UNICEF, les lieux d'exécution des programmes ou interagir directement avec les communautés avec lesquelles l'UNICEF travaille, ni se déplacer pour exercer des fonctions pour l'UNICEF pendant la durée de leurs contrats de consultant.

L'UNICEF offre des [aménagements raisonnables](https://www.unicef.org/careers/unicef-provides-reasonable-accommodation-job-candidates-and-personnel-disabilities) aux consultants handicapés. Il peut s'agir, par exemple, de logiciels accessibles, d'une aide aux voyages pour les missions ou d'accompagnateurs personnels. Nous encourageons vous devez divulguer votre handicap lors de votre candidature au cas où vous auriez besoin d'aménagements raisonnables pendant le processus de sélection et par la suite dans votre affectation.

1. <https://shorturl.at/fwELY> [↑](#footnote-ref-2)
2. [↑](#endnote-ref-2)